

## LES MARCHÉS N'ATTENDENT PAS, L'EUROPE N'EST PLUS LE NOMBRIL DU MONDE ET BERLIN N'EST PAS ENCHANTEUR

# Le sommet en 3D de Bruxelles

**Les dirigeants européens n'en finissent plus de se rencontrer à Bruxelles pour des sommets.**

De notre bureau de Bruxelles,  
Aziouz Mokhtari

«Extraordinaire», «De la dernière chance», «Tournant majeur», «Rencontre à hauts risques», «L'accord ou la rupture», à chaque messe des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE, les titres de presse énoncent que l'Europe doit se bouger, pour ne pas sombrer. Malheureusement, ni les décideurs de Bruxelles, ni les médias ne sont maîtres de la situation. La réalité pour le Vieux Continent est simple, toute simple, tragiquement simple : l'Europe n'est plus le nombril du monde.

La crise actuelle de la zone euro le confirme avec éclat. La multitude des plans de redressement, de recours, de soutien et/ou de consolidation de la monnaie unique n'a pas endigué — loin s'en faut — la déferlante.

Les marchés exigeants, voraces, prédateurs ne se laissent pas impressionner par les exercices de musculation des politiques.

Les déclarations d'Angela Merkel, ou de N. Sarkozy ne servent plus à grand-chose.

Les tendances sont lourdes et la trajectoire est négative en euro-land, zone euro ou Union européenne. La majorité des pays qui ont l'euro en commun ont la tête sous l'eau et respirent artificiellement (Grèce, Espagne, Italie, Portugal).

Même les moteurs de la construction européenne, le couple franco-allemand, vont mal.

Certes, Berlin affiche une santé financière de fer (déficit réduit, exportation à la hausse, pouvoir d'achat et qualité de vie largement au-dessous de la moyenne européenne, carnets de commandes



Photo : DR

des entreprises remplis pour des décennies), l'Allemagne, pourtant, souffre de son appartenance à la zone des cancers, l'espace euro. Les marchés, d'ailleurs, prédisent une Europe à deux vitesses, voire à une vitesse, l'Allemagne suivant son chemin et les autres le leur.

Avec ou sans l'euro. Les Allemands ne pensent pas autrement qui refusent que la Banque centrale européenne (siège à Francfort et obédience allemande)

se transforme en organisme de sauvetage des Etats tricheurs. Berlin en ce domaine a une seule religion : le BCE est indépendante et n'a pas pour vocation d'émettre des euros bons ou de mutualiser les dettes.

C'est la cathédrale où une seule messe est admise : l'orthodoxie financière.

Le Sommet européen des 8 et 9 décembre prochains de Bruxelles abordera, encore une

fois, ces questions. En fait, il n'y en a qu'une : la crise profonde et durable de l'euro. Paraît-il, le couple franco-allemand proposera aux autres la révision des traités institutionnels.

C'est si peu, si farfelu, si sinueux et sans doute sera-ce trop tard. Les marchés n'attendent pas, l'Europe n'est pas le nombril du monde alors que Berlin n'est plus l'enchanteur.

A. M.

### YÉMEN

## La violence menace l'accord de transition

La violence sur le terrain au Yémen, avec la persistance des affrontements armés, menace l'application de l'accord sur une transition pacifique à la tête de l'Etat malgré quelques avancées politiques. En vingt-quatre heures, pas moins de 20 personnes, dont une fillette, ont péri dans le bombardement d'unités de l'armée fidèles au président Ali Saleh dans des quartiers de Taëz, deuxième ville du pays, tenus par des opposants.

Les différents quartiers de la capitale Sanaâ sont contrôlés par des forces rivales, dont des unités des forces de l'ordre commandées directement par des membres de la famille du président Saleh, contesté dans la rue depuis dix mois. «Sans trêve, l'accord n'a aucun sens», reconnaît, dans une déclaration hier à l'AFP, le vice-ministre de l'Information Abdou Janadi, un fidèle de M. Saleh. Et le Premier ministre désigné, Mohamed Basindawa, un ténor de l'opposition, a menacé de renoncer à former un gouvernement formé d'opposants et de fidèles du régime si les bombardements de Taëz ne cessent pas. Depuis la signature le 23 novembre par M. Saleh, après des mois d'atermoiements, d'un accord élaboré par les monarchies du Golfe, sur son départ dans trois mois, une présidentielle anticipée a été fixée au 21 février et M. Basindawa a été chargé de former un cabinet de transition. Malgré ces avancées politiques, la formation d'une commission militaire chargée de restructurer l'armée et les services de sécurité et de collecter les armes se fait attendre.

«Le pouvoir retarde la mise en place de cette commission, voulant peut-être se venger comme à Taëz ou se dérober à l'accord» politique, a accusé le porte-parole de l'opposition, Mohamed Qahtane. Dans cette ville du sud-ouest, les unités fidèles à M. Saleh tentent de reprendre les quartiers aux mains des hommes armés des tribus qui protègent les manifestants, dont beaucoup ne veulent pas de l'accord politique et rejettent l'immunité donnée à M. Saleh et à ses proches. «La formation de la commission militaire est primordiale à ce stade», a plaidé M. Qahtane, refusant toute tentative du camp présidentiel d'agir militairement en dehors de cette structure.

M. Janadi a accusé, pour sa part, l'opposition de «privilégier à Taëz l'action militaire à l'action politique. Le camp du président n'empêche pas la formation de la commission car M. Saleh veut la réussite du plan du Golfe». La commission est prévue par le mécanisme d'application du plan du Golfe, rejeté par les jeunes protestataires qui continuent de manifester par dizaines de milliers. M. Janadi a affirmé que ces manifestants sont encouragés en sous main par l'opposition et averti que leur insistance à vouloir «faire tomber les têtes du régime ne pourrait conduire qu'à la guerre civile». L'un des représentants des jeunes manifestants rejette en bloc ces accusations en affirmant que les protestataires «ne se retrouvent pas dans les arrangements entre le pouvoir et l'opposition», en référence au gouvernement d'entente nationale.

«Nous ne sommes pas entrés en révolte pour permettre au pouvoir et à l'opposition de se partager les postes ministériels et nous continuerons à protester jusqu'à faire chuter les têtes du régime corrompu», dit Walid Ammari. Mais ce militant laisse clairement entendre que le mouvement des jeunes pourrait cesser si M. Saleh quitte effectivement le pouvoir et que ses proches sont écartés des services de sécurité, conditions, selon lui, à «la naissance d'un Etat civil et moderne».

### M<sup>me</sup> BENSouda, PROCUREUR DE LA CPI

## L'Afrique reconnue, mais le cap maintenu

**La Gambienne Fatou Bensouda, désignée procureur de la CPI, ne changera pas sur le fond l'attitude du tribunal à l'égard des criminels en Afrique, les seuls actuellement poursuivis, mais offre au continent un poste majeur qui peut changer la perception de la CPI par les Africains.**

Fatou Bensouda n'est nullement perturbée par les accusations de «justice de Blancs» rendue par la Cour pénale internationale (CPI) qui ne s'est, à ce jour, attaquée qu'à des Africains, le dernier étant l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo transféré à La Haye où il sera jugé pour crimes contre l'humanité.

«Je ne pense pas aux dirigeants que nous poursuivons, je travaille pour les victimes d'Afrique, elles sont africaines comme moi, voilà d'où je tire ma fierté et mon inspiration», dit celle qui était depuis 2004 l'adjointe de l'actuel procureur, l'Argentin Luis Moreno-Ocampo.

Ben Kioko, conseiller juridique de l'Union africaine (UA) dont M<sup>me</sup> Bensouda était la candidate, estime cependant qu'il n'y a «absolument aucune justification à ce que les seuls cas traités par la CPI soient en Afrique, il y a énormément d'autres endroits où cela aurait pu être fait». «La CPI est une justice des Blancs pour régler le compte des Africains», affirme l'opposant tchadien Yorongar Ngarleji, qui ajoute : «Je ne vois pas comment Fatou peut renverser la tendance, les puissants de ce monde vont la contrôler pour qu'elle obéisse au

doigt à l'œil.» Pour Michel Sery Gouagnon, responsable juridique du Front populaire ivoirien (FPI), le parti de Laurent Gbagbo, la nationalité de Fatou Bensouda ne changera pas à elle seule cette perception. «Il ne faut pas trop tôt se réjouir du fait qu'il s'agit d'une Africaine. Car ce côté sentimental nous a toujours induits en erreur en Afrique. Un procureur de la CPI, qu'il soit africain, reste un procureur de la CPI», dit-il.

Un sentiment partagé par Lovemore Madhuku, professeur de droit constitutionnel de l'Université d'Harare, qui a souvent eu maille à partir avec le régime du président Robert Mugabe : «Ce n'est pas une question de nationalité.»

«Dans toutes les institutions où il y a l'Occident développé et les pays africains, les rapports seront toujours faussés», selon lui.

### «Elle saura parler aux Africains»

S'il pense qu'elle «va travailler de façon indépendante», Dolly Ibefo, responsable de l'ONG La Voix des Sans-Voix en République démocratique du Congo (RDC), juge parallèlement que, «en fonction des pays qui ont financé le plus (la CPI,

ndlr), elle risque d'être manipulée ou sélective par rapport aux personnes qui doivent être poursuivies». Alioune Tine, de la Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme (Raddho), basée à Dakar, estime au contraire qu'elle «saura parler aux Africains» dont les dirigeants, qui «continuent de traîner des pieds» pour juger leurs criminels, n'auront «plus de prétexte pour dire que la CPI, ce sont des Blancs pour juger des Noirs».

Professeur de droit public à l'Université de Pretoria, Christo Botha, qui a reçu M<sup>me</sup> Bensouda l'an dernier, affirme aussi qu'elle peut, «parce qu'elle est africaine, apporter une contribution positive pour en finir avec la suspicion entre l'Afrique et la Cour».

Laurent Gbagbo, le Libérien Charles Taylor, le Congolais Jean-Pierre Bemba et d'autres ex-miliciens de RDC, toutes les personnes transférées à la prison de la CPI pour y être jugées viennent d'Afrique, sans compter les mandats d'arrêt lancés contre le président soudanais Omar el-Béchir ou encore Seif al-Islam Kadhafi, fils de l'ex-dirigeant libyen Mouammar Kadhafi.

Hissène Habré, ancien président tchadien réfugié à Dakar depuis 1990, est également dans le collimateur de la justice pour crimes contre l'humanité et, après d'innombrables péripéties, pourrait également être un jour jugé, soit en Belgique, soit au Rwanda.